

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2007 — 1660

[C — 2007/21045]

21 AVRIL 2007. — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi transpose partiellement la directive 2005/71/CE du Conseil du 12 octobre 2005 relative à une procédure d'admission spécifique des ressortissants de pays tiers aux fins de recherche scientifique.

CHAPITRE II. — Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 3. Il est inséré dans le titre II de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, un chapitre VI, intitulé comme suit :

« CHAPITRE VI. — Chercheurs ».

Art. 4. Au titre II, chapitre VI, de la même loi, est inséré un article 61/10, rédigé comme suit :

« Art. 61/10. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1° Chercheur : tout étranger non ressortissant de l'Union européenne titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur donnant accès aux programmes de doctorat dans le pays d'obtention de ce diplôme, qui est sélectionné par un organisme de recherche agréé en Belgique, pour mener un projet de recherche pour lesquelles les qualifications susmentionnées sont requises, à l'exclusion du :

— chercheur détaché par un organisme de recherche établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne, auprès d'un organisme de recherche établi en Belgique;

— chercheur qui vient effectuer des recherches, en qualité d'étudiant, en vue de l'obtention d'un doctorat.

2° Organisme de recherche : tout organisme public ou privé qui effectue des travaux de recherche.

3° Recherche : les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette somme de connaissances pour concevoir de nouvelles applications.

4° Convention d'accueil : toute convention conclue entre un organisme de recherche agréé en Belgique et un chercheur par laquelle le chercheur s'engage à mener à bien un projet de recherche et l'organisme de recherche à accueillir le chercheur.

§ 2. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres :

1° les conditions d'agrément des organismes de recherche ainsi que la durée de cet agrément;

2° la procédure d'octroi, de renouvellement, de retrait et de non renouvellement de cet agrément;

3° le modèle de convention d'accueil signée entre le chercheur et l'organisme de recherche;

4° les conditions dans lesquelles une telle convention d'accueil peut être signée;

5° les conditions dans lesquelles une telle convention d'accueil prend fin. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2007 — 1660

[C — 2007/21045]

21 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachten hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet zet Richtlijn 2005/71/EG van de Raad van 12 oktober 2005 betreffende een specifieke procedure voor de toelating van onderdanen van derde landen met het oog op wetenschappelijk onderzoek gedeeltelijk om.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 3. In titel II van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wordt een hoofdstuk VI, met de volgende titel, ingevoegd :

« HOOFDSTUK VI. — Onderzoekers ».

Art. 4. In titel II, hoofdstuk VI, van dezelfde wet, wordt een artikel 61/10, als volgt opgesteld, ingevoegd :

« Art. 61/10. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° Onderzoeker : elke vreemdeling die geen onderdaan is van de Europese Unie en die houder is van een diploma van hoger onderwijs dat toegang geeft tot doctoraalprogramma's in het land waar dat diploma bekomen werd en die door een in België erkende onderzoeksinstelling geselecteerd is om een onderzoeksproject uit te voeren waarvoor de bovengenoemde kwalificaties vereist zijn, met uitzondering van :

— de onderzoeker die door een in een andere lidstaat van de Europese Unie gevestigde onderzoeksinstelling wordt gedetacheerd bij een onderzoeksinstelling die gevestigd is in België;

— de onderzoeker die onderzoek komt verrichten, in de hoedanigheid van student, met het oog op het behalen van een doctorstitel.

2° Onderzoeksinstelling : openbare of particuliere instelling die onderzoek verricht.

3° Onderzoek : stelselmatig verricht creatief werk ter vergroting van het kennisbestand, waaronder de kennis van mens, cultuur en samenleving, alsmede de aanwending van dit kennisbestand voor nieuwe toepassingen.

4° Gastovereenkomst : overeenkomst die wordt afgesloten tussen een in België erkende onderzoeksinstelling en een onderzoeker, waarin de onderzoeker zich ertoe verbindt een onderzoeksproject uit te voeren en de onderzoeksinstelling zich ertoe verplicht de onderzoeker als gast te ontvangen.

§ 2. Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepaalt de Koning :

1° de voorwaarden voor de erkenning van de onderzoeksinstellingen en de duur van deze erkenning;

2° de voorwaarden voor de toekenning, de vernieuwing, de intrekking en de niet-vernieuwing van deze erkenning;

3° het model van de gastovereenkomst ondertekend door de onderzoeker en de onderzoeksinstelling;

4° de voorwaarden waaronder een dergelijke gastovereenkomst kan worden ondertekend;

5° de voorwaarden waaronder een dergelijke gastovereenkomst eindigt. »

Art. 5. Au titre II, chapitre VI, de la même loi, est inséré un article 61/11, rédigé comme suit :

« Art. 61/11. § 1^{er}. Lorsque la demande d'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume est introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge par un étranger qui désire mener, en tant que chercheur, un projet de recherche dans le cadre d'une convention d'accueil signée avec un organisme de recherche agréé, cette autorisation doit être accordée si l'intéressé ne se trouve pas dans un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1^{er}, 5° à 8°, de la présente loi et s'il produit les documents suivants :

1° un document de voyage en cours de validité;

2° une convention d'accueil signée avec un organisme de recherche agréé en Belgique;

3° un certificat médical d'où il résulte qu'il n'est pas atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe de la présente loi;

4° un certificat constatant l'absence de condamnations pour crimes ou délits de droit commun, si l'intéressé est âgé de plus de 18 ans.

En cas d'impossibilité de produire le certificat prévu au 3° et 4° de l'alinéa 1^{er}, le ministre ou son délégué peut néanmoins, compte tenu des circonstances, autoriser l'étranger à séjourner en Belgique en tant que chercheur.

Le ministre ou son délégué peut, en outre, décider de vérifier si les modalités sur la base desquelles la convention d'accueil a été conclue, sont respectées.

§ 2. L'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique peut être demandée par l'étranger auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne, conformément aux articles 9 et 9bis. »

Art. 6. Au titre II, chapitre VI, de la même loi, est inséré un article 61/12, rédigé comme suit :

« Art. 61/12. L'autorisation de séjour délivrée à un chercheur en application de l'article 61/11 est limitée à la durée du projet de recherche telle qu'elle est fixée dans la convention d'accueil conclue entre le chercheur et l'organisme de recherche agréé.

Les dispositions de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 5, sont applicables à l'autorisation de séjour visée à l'alinéa 1^{er}.

L'inscription au registre des étrangers de l'étranger visé à l'alinéa 1^{er} et la délivrance du titre de séjour faisant foi de celle-ci ont lieu conformément aux dispositions de l'article 12.

La prorogation ou le renouvellement de ce titre de séjour a lieu conformément à l'article 13, § 2.

Le ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire au chercheur autorisé à séjourner dans le Royaume dans les cas énumérés à l'article 13, § 3.

L'organisme de recherche agréé qui a conclu une convention d'accueil avec un chercheur qui a obtenu un titre de séjour en application de l'article 61/11, doit avertir, immédiatement, le ministre ou son délégué, de tout événement empêchant l'exécution de la convention d'accueil. »

Art. 7. Au titre II, chapitre VI, de la même loi, est inséré un article 61/13, rédigé comme suit :

« Art. 61/13. § 1^{er}. Les dispositions des articles 10bis, § 2 et 10ter, sont applicables aux membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, 4°, 5° et 6°, d'un chercheur autorisé au séjour en application de l'article 61/11.

§ 2. Les dispositions de l'article 13, § 1^{er}, alinéa 6, sont applicables aux membres de la famille visés à l'article 10, § 1^{er}, 4°, 5° et 6°, d'un chercheur autorisé au séjour en application de l'article 61/11.

§ 3. Le ministre ou son délégué peut donner l'ordre de quitter le territoire aux membres de la famille visés à l'article 10bis, § 2, d'un chercheur autorisé au séjour en application de l'article 61/11, dans les cas énumérés à l'article 13, § 4. »

Art. 5. In titel II, hoofdstuk VI, van dezelfde wet, wordt een artikel 61/11, als volgt opgesteld, ingevoegd :

« Art. 61/11. § 1. Indien de aanvraag voor een machtiging tot verblijf van meer dan drie maanden in het Rijk bij een Belgische diplomatieke of consulaire post wordt ingediend door een vreemdeling die, in de hoedanigheid van onderzoeker, een onderzoeksproject wil uitvoeren in het kader van een gastovereenkomst die afgesloten wordt met een erkende onderzoeksinstelling, moet deze machtiging worden toegekend indien de betrokkene zich niet bevindt in één van de gevallen die worden voorzien in artikel 3, eerste lid, 5° tot 8°, van de huidige wet en indien hij de volgende documenten overlegt :

1° een geldig reisdocument;

2° een met een in België erkende onderzoeksinstelling afgesloten gastovereenkomst;

3° een geneeskundig getuigschrift waaruit blijkt dat hij niet aangetast is door één der in bijlage bij de huidige wet opgesomde ziekten;

4° een getuigschrift waaruit blijkt dat de betrokkene niet veroordeeld is geweest wegens misdaden of wanbedrijven van gemeen recht, wanneer hij ouder is dan 18 jaar.

Indien het onmogelijk is het in 3° en 4° van het eerste lid voorziene getuigschrift over te leggen kan de minister of zijn gemachtigde, rekening houdend met de omstandigheden, de vreemdeling echter machtigen om in de hoedanigheid van onderzoeker in België te verblijven.

De minister of zijn gemachtigde kan ook beslissen om te verifiëren of de modaliteiten op basis waarvan de gastovereenkomst werd afgesloten, vervuld zijn.

§ 2. De machtiging voor een verblijf van meer dan drie maanden in België kan door de vreemdeling worden aangevraagd bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft, overeenkomstig de artikelen 9 en 9bis. »

Art. 6. In titel II, hoofdstuk VI, van dezelfde wet, wordt een artikel 61/12, als volgt opgesteld, ingevoegd :

« Art. 61/12. De machtiging tot verblijf die in toepassing van artikel 61/11 wordt afgegeven aan een onderzoeker wordt beperkt tot de duur van het onderzoeksproject, die wordt vastgelegd in de door de onderzoeker en de erkende onderzoeksinstelling afgesloten gastovereenkomst.

De bepalingen van artikel 13, § 1, vijfde lid zijn van toepassing op de in het eerste lid bedoelde machtiging tot verblijf.

De inschrijving in het vreemdelingenregister van de in het eerste lid bedoelde vreemdeling en de afgifte van de verblijfstitel die daarvan bewijs levert vinden plaats in overeenstemming met de bepalingen van artikel 12.

De verlenging of vernieuwing van deze verblijfstitel vindt conform artikel 13, § 2 plaats.

In de in artikel 13, § 3 opgesomde gevallen kan de minister of zijn gemachtigde de onderzoeker die gemachtigd is tot een verblijf in het Rijk een bevel geven om het grondgebied te verlaten.

De erkende onderzoeksinstelling die een gastovereenkomst heeft afgesloten met een onderzoeker die een verblijfstitel heeft ontvangen in toepassing van artikel 61/11 moet de minister of zijn gemachtigde onmiddellijk op de hoogte brengen van elke gebeurtenis die de uitvoering van de gastovereenkomst verhindert. »

Art. 7. In titel II, hoofdstuk VI, van dezelfde wet, wordt een artikel 61/13, als volgt opgesteld, ingevoegd :

« Art. 61/13. § 1. De bepalingen van de artikelen 10bis, § 2 en 10ter, zijn van toepassing op de in artikel 10, § 1, 4°, 5° en 6°, bedoelde familieleden van een onderzoeker die in toepassing van artikel 61/11 tot een verblijf wordt gemachtigd.

§ 2. De bepalingen van artikel 13, § 1, zesde lid, zijn van toepassing op de in artikel 10, § 1, 4°, 5° en 6° bedoelde familieleden van een onderzoeker die in toepassing van artikel 61/11 gemachtigd wordt tot een verblijf.

§ 3. In de in artikel 13, § 4 opgesomde gevallen kan de minister of zijn gemachtigde de in artikel 10bis, § 2 bedoelde familieleden van een onderzoeker, die met toepassing van artikel 61/11, gemachtigd is tot een verblijf, het bevel geven het grondgebied te verlaten. »

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 8. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi, 51-2976/001. — Rapport, 51-2976/002. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-2976/003.

Compte rendu intégral : 29 mars 2007.

Sénat :

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 3-2370, n° 1. — Décision de ne pas amender, 3-2370, n° 2.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 8. Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken. — Ontwerp van wet, 51-2976/001. — Verslag, 51-2976/002. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-2976/003.

Integraal verslag : 29 maart 2007.

Senaat :

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 3-2370, nr. 1. — Beslissing om niet te amenderen, 3-2370, nr. 2.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2007 — 1661

[C — 2007/03169]

20 MARS 2007. — *Loi interdisant le financement de la fabrication, de l'utilisation ou de la détention de mines antipersonnel et de sous-munitions* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 8 de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes est complété par ce qui suit :

« Est également interdit le financement d'une entreprise de droit belge ou de droit étranger dont l'activité consiste en la fabrication, l'utilisation, la réparation, l'exposition en vente, la vente, la distribution, l'importation ou l'exportation, l'entreposage ou le transport de mines antipersonnel et/ou de sous-munitions au sens de la présente loi en vue de leur propagation.

À cette fin, le Roi publiera, au plus tard le premier jour du treizième mois suivant le mois de la publication de la loi, une liste publique

i) des entreprises dont il a été démontré qu'elles exercent l'une des activités visées à l'alinéa précédent;

ii) des entreprises actionnaires à plus de 50 % d'une entreprise au point i).

iii) des organismes de placement collectif détenteurs d'instruments financiers d'une entreprise aux points i) et ii).

Il fixera également les modalités de publication de cette liste.

Par financement d'une entreprise figurant dans cette liste, on entend toutes les formes de soutien financier, à savoir les crédits et les garanties bancaires, ainsi que l'acquisition pour compte propre d'instruments financiers émis par cette entreprise.

Lorsqu'un financement a déjà été accordé à une entreprise figurant dans la liste, ce financement doit être complètement interrompu pour autant que cela soit contractuellement possible.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2007 — 1661

[C — 2007/03169]

20 MAART 2007. — *Wet inzake het verbod op de financiering van de productie, gebruik en bezit van antipersoonsmijnen en submunitie* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 8 van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens wordt aangevuld als volgt :

« Eveneens verboden is de financiering van een onderneming naar Belgisch recht of naar buitenlands recht, met als activiteit de vervaardiging, het gebruik, het herstel, het te koop stellen, het verkopen, het uitdelen, invoeren of uitvoeren, het opslaan of vervoeren van antipersoonsmijnen en/of submunitie in de zin van deze wet, en met het oog op de verspreiding ervan.

De Koning zal met dit doel, ten laatste op de eerste dag van de dertiende maand volgend op de maand waarin deze wet wordt bekendgemaakt, een publieke lijst opstellen

i) van de ondernemingen waarvan is aangetoond dat zij een activiteit bedoeld in het vorige lid uitoefenen;

ii) van de ondernemingen die voor meer dan de helft aandeelhouder zijn van een onderneming bedoeld in i) en;

iii) van de instellingen voor collectieve belegging die houder zijn van financiële instrumenten van een onderneming bedoeld in i) en ii).

Hij bepaalt eveneens de nadere regels voor de publicatie van deze lijst.

Met financiering van een in de lijst opgenomen onderneming worden alle vormen van financiële steun bedoeld, namelijk kredieten, bankgaranties alsook het verwerven voor eigen rekening van de door de onderneming uitgegeven financiële instrumenten.

Als een onderneming waarvoor reeds een financiering is toegekend, opgenomen is in de lijst, dient deze financiering volledig te worden stopgezet voor zover dit contractueel mogelijk is.